



**Consortium pour la Recherche
Economique et sociale**

SÉRIE DE DOCUMENTS DE RECHERCHE

**Etre étranger chez soi, un regard sur l'observation
participative de longue durée**

Aminata Sall

Consortium pour la Recherche Economique et Sociale
Rue 10 Prolongée Cité Iba Ndiaye Djadji
Lot 1 et 2 - Pyrotechnique - Dakar, Sénégal
CP : 12023 - BP : 7988, Dakar Médina
Tél : (221) 33 864 77 57 - (221) 33 864 73 98 - Fax : (221) 33 864 77 58
Email : cres_ucad@yahoo.fr / cres@cres-sn.org
Information : contact@cres-sn.org / Site Web : www.cres-sn.org

2014 / 65

VERSION PROVISOIRE

**Etre étranger chez soi,
un regard sur l'observation participative de longue durée**

Aminata Sall¹

Post-doctorante, Université Paris Descartes-CEPED,
Chargée de cours Université du Havre.

Résumé

Sur la base d'une situation particulière tirée d'une expérience de terrain récente au Sénégal, cette contribution cherche à montrer comment, au fil d'une observation participative de longue durée², on peut devenir un "étranger" chez soi et dans son ancien milieu professionnel. Cette situation de "femme étrangère" chez les femmes membres des associations de microcrédit à Dakar n'est pas sans conséquence. En effet, elle peut générer une forme d'« angoisse » pour reprendre G. Devereux.

Mots clés

Enquête, association, femme, Sénégal

Summary

On the basis of a particular situation taken from recent field experience in Senegal (2009-2011), this paper seeks to show how, over a long-term participant observation, one can become a "stranger" in self and his former workplace. This situation of "foreign woman" for women members of microcredit associations in Dakar is not without consequence. Indeed, it may generate a form of "anxiety" to resume G. Devereux.

Keywords

Participant observation, association, woman, Senegal

Introduction

Devenir enquêteur alors qu'on est, d'avance, participant est une entreprise difficile, parce que cela demande une prise de distance avec le terrain (S. Beaud, F. Weber, 1997 : 98). Peut-on maintenir un équilibre entre « trop engagé et trop proche » entre devenir un « familier » et « être trop éloigné et trop critique » et « se griller le terrain » ? Comment protéger sa vie privée des effets de retour du terrain, et comment maintenir une ligne entre ce qui relève du privé et ce qui relève du scientifique ? (Daniel Céfaï, 2003 : 128). Daniel Céfaï résume là les questions qui étaient sans cesse au centre de ma réflexion. Comment se positionner en tant que jeune femme chercheuse sénégalaise au sein des associations féminines sénégalaises ? Doit-on mettre une distance entre le chercheur et les enquêtés ? Entre le chercheur et l'objet ? Comment protéger ma vie privée ?

1. Contexte

Il convient donc d'évoquer la double proximité qui me lie à cet objet d'étude, d'une part, par le sujet et, d'autre part, par le public. S'intéresser aux femmes Sénégalaises et à leurs réseaux associatifs, lorsque l'on est soi-même Sénégalaise et que l'on a œuvré en ce domaine, n'est sans doute pas neutre. Est-ce un inconvénient ? Je³ ne le pense pas. Ce n'est pas non plus un avantage. L'altérité facilite le décentrement et l'observation. Travailler sur un objet « proche » rend la tâche encore plus difficile, car il faut se débarrasser de ce l'on pense savoir sur le sujet.

Il est essentiel de préciser que j'ai cherché à réaliser un travail réflexif basé sur les différentes expériences de terrain qui m'ont amenée à la présente recherche⁴. Une réflexivité entamée en 2007, lors de mon master⁵, en ethnologie. J'ai pris le parti de mettre en perspective cette précédente enquête avec ce travail de recherche doctorale. L'intérêt de cette démarche réside dans le fait que cette recherche porte sur une partie de la population que j'ai étudiée en master 2.

En tant que jeune chercheuse, j'ai été confrontée, aux difficultés d'enquêter en milieu familial, avec des individus dits "proches". La réflexivité en anthropologie implique un double travail : d'une part, une interrogation perpétuelle sur la position du chercheur, sur la manière dont les données sont recueillies, interprétées puis produites et, d'autre part, un travail de confrontation de ces expériences de terrain avec celles des autres chercheurs.

Au fil de mon enquête, et en tant que jeune femme, je suis devenue une « autre », une autre femme en plein milieu familial et chez des femmes dites "proches" et "voisines". Une "autre" femme, parce que j'ai quitté ce poste d'agent de crédit pour aller continuer mes études en France. Le fait de partir signifie, pour certaines, une source de profondes transformations. Je suis devenue une "autre" personne aux yeux des membres de

l'association et je suis présentée comme l'"étrangère" et, donc, celle qui doit satisfaire des attentes. Je devais parvenir à déjouer cette ambiguïté, soit pour les satisfaire ou soit pour les décevoir. Ma participation à la vie sociale quotidienne des femmes, l'interaction vécue avec ces femmes membres des associations de microcrédit et mon statut d'ancienne agent de crédit sont devenus des moyens mis en œuvre dans la construction de la recherche pour m'inscrire dans le quotidien des "observés", afin de développer progressivement les contacts nécessaires à la construction d'un réseau d'informatrices privilégiées.

Cette recherche se base sur deux organisations féminines qui s'investissent dans le microcrédit. Ces deux études de cas (une association à Dakar et une autre à Kolda) sont à incorporer dans une analyse. Étudier plus de deux associations aurait effectivement limité mes chances d'atteindre une saturation interne satisfaisante dans chacune d'entre elles. Comme chaque association constitue un ensemble relativement homogène, il m'a semblé logique de me concentrer sur la diversification interne pour atteindre la meilleure saturation possible.

2. Mon expérience d'agent de crédit comme porte d'entrée

Mon premier contact avec les associations féminines de microcrédit au Sénégal a eu lieu en 2002. J'étais en première année de sociologie à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. A cette époque, le microcrédit était en plein essor au Sénégal. Les femmes, promptes à se fédérer au sein des réseaux de solidarité, se sont rapidement organisées en associations afin de pallier leur exclusion du système bancaire et mettre en place une forme d'épargne alternative. J'avais été embauchée par une association comme agent de crédit salarié. Je tenais une caisse tout près du marché des HLM Fass⁶, à Dakar.

Au fil de cette expérience⁷, je me suis mise en rapport avec d'autres associations que j'ai pu rencontrer lors de nos formations d'agents de crédit. Elles s'étaient donné pour but de mettre en place une mutuelle d'épargne et de crédit, afin de pouvoir bénéficier d'un financement beaucoup plus important et d'améliorer leurs conditions de vie des membres. Cette initiative rassemblait déjà une grande variété de structures, de modes d'organisations et de formes associatives qu'il me fallait d'abord comprendre pour me l'approprier en tant que salariée.

Trois années plus tard, j'ai trouvé nécessaire de mieux appréhender ce phénomène devenu entre-temps très à la mode. Mon travail s'est surtout attaché à dresser un portrait de la mutuelle d'épargne et de crédit des femmes et de sa mise en valeur. J'avais pour cela, circonscrit mon terrain à une association se consacrant au microcrédit féminin. J'ai donc conduit ma recherche dans une grande proximité avec les membres fondatrices de l'association. Mon approche était alors très partisane, car j'étais trop impliquée : la distance ne se décrète pas, elle se construit.

Pour le second terrain, c'est-à-dire, la recherche doctorale, cet effort de distanciation a occupé une place centrale dans mon questionnement méthodologique. Lassée des discours préconçues de celles qui ont fondé les associations féminines de microcrédit et les réseaux de solidarité féminine – discours sérialisés qui s'écartaient fortement de la "réalité" observée –, j'ai choisi de sortir du circuit habituel proposé à quiconque s'intéresse aux associations de microcrédit à Dakar (à savoir les associations repères et les réseaux de solidarités de femmes les plus réputés pour le service de la microfinance féminine au Sénégal).

De 2002 à 2004, durant ma mission d'agent crédit, j'ai été surprise par les idéologies des membres des associations et par le traitement médiatique de la question de la microfinance au Sénégal. Chacun se faisait sa conception. L'exemple de réussite des débuts de la *Grammen Bank*, tiré du principe des premières caisses Raiffeisen ou Desjardins a joué sur l'engouement du microcrédit. Au Sénégal, depuis le Sommet international du Microcrédit en 1995 et l'arrivée au pouvoir du président sénégalais Abdoulaye Wade en 2000, le microcrédit est utilisé comme un outil de lutte contre la pauvreté. Les institutions de microfinance, telles le Crédit Mutuel du Sénégal, le PAMECAS (Partenariat pour la Mobilisation de l'Épargne et du Crédit au Sénégal), ont été les

A partir des années 2000, le marché s'est libéralisé, permettant aux sociétés de crédit coopératif telles que Birima de Youssou Ndour et le groupe Benetton et les associations de proposer et d'offrir du microcrédit. Les associations de femmes ont eu l'opportunité de s'investir dans le microcrédit, grâce aux financements de l'État gérés par le ministère de l'entrepreneuriat féminin et de la microfinance et par des organismes de développement. Ainsi, les associations féminines de microcrédit sont perçues par de nombreuses femmes comme un moyen de se sentir financièrement indépendantes, autonomes et d'accéder au pouvoir de décision : étape transitionnelle sans laquelle il ne sera pas possible de s'inscrire dans les possibilités de réalisations personnelles qu'offre la société sénégalaise.

Pour beaucoup de femmes membres des associations de microcrédit, le microcrédit reste une actualité et mérite d'être médiatisé à travers sa fonction de lutte contre la pauvreté. Les associations féminines, loin d'être des espaces de rencontre et de discussion, sont devenues désormais des espaces de renforcement et d'amélioration des conditions féminines, où les femmes cherchent, d'une certaine manière, une place gratifiante. En quête de prestige social, elles intègrent ces associations pour sortir de leur situation de pauvreté, de devenir autonomes, indépendantes, épanouies.

3. Participer pour mieux analyser

Il était inéluctable, pour moi, de m'investir dans la vie associative de ces femmes sénégalaises pour mieux les comprendre et analyser leurs pratiques. Au sein de l'association AFEPEP à Dakar, il fallait que je fasse comprendre et admettre aux membres ma participation aux activités, mes intentions et ma motivation⁸. Tenter de me faire passer pour un membre de l'association à part entière restait inadéquat, au vu de mon "profil sociologique" – bien trop jeune par rapport à la moyenne d'âge à l'époque. Il me fallait tisser un lien autre, à travers mes présences répétées et mes assiduités, notamment. Quoique pas toujours la bienvenue, je participais à toutes les activités. C'est ainsi qu'à force de patience, j'ai pu nouer des relations de confiance avec certains membres de l'association.

Je suis parvenue, peu à peu, à "imposer" différents outils de consignation, un enregistreur singulièrement que j'utilisais lors des réunions et assemblées générales. Je me retrouvais néanmoins affublée d'un statut ambigu, fréquemment confondue avec une journaliste. Ayant l'habitude de voir des journalistes lors de leurs réunions et assemblées générales, pour ces femmes, un intrus ne pouvait être qu'un journaliste, surtout quand la personne dispose d'un enregistreur et pose des questions. Ma participation lors des activités de l'association se remarquait ; j'étais toujours devant et en face de l'auditoire, et je me faisais remarquer par les questions que je posais – disant souvent tout haut ce que d'autres pensaient tout bas. Cependant, ces questions n'ont pas fait l'objet de mes premières observations et analyses.

En effet, elles me sont d'abord apparues comme de simples éclaircissements, sorte de provocation pour relancer le débat, la discussion, en tant qu'"invitée". Je ne pensais pas que ces questions pouvaient contrarier les fondateurs, ce que beaucoup de femmes m'ont fait comprendre lors des entretiens : *« tu ne peux pas savoir combien tu nous as aidé. Les choses ne sont jamais assez claires pour nous, et on ne sait pas comment poser les questions lors des réunions. Afin, on veut bien poser les questions mais on se sait pas comment ils vont le prendre. Ca peut jouer sur la décision du financement. C'est pourquoi, on fait attention à ce qu'on dit. Entre nous, il n'y a pas de problèmes mais s'il ya des intrus, alors on se tait, car ici même les mûrs parlent. »*⁹.

Les assemblées générales sont censées être des moments de discussions et de précisions sur les modalités de financement, de prêt ainsi que sur le fonctionnement de l'association. Cependant, la question du financement n'est jamais posée par ces femmes, aspirant toutes en bénéficiant, certaines questions sont censurées au moment des réunions. Les décisions sont prises par le bureau et les institutions de financement partenaire.

J'ignorais également que mes questions pouvaient agacer les financeurs. S'intéressant plus précisément aux femmes bénéficiaires de crédit, tout en gardant les derniers moments de l'enquête pour les fondateurs, j'avais envisagé, depuis le début de la

thèse, de commencer mes enquêtes avec les bénéficiaires de crédit. Mon objectif était de croiser les discours des femmes en commençant par le bas de l'échelle. Le fait de provoquer des discussions publiques sur des questions de financement qui fâchent, a facilité mon enquête auprès des femmes membres de l'association.

Participer à la vie d'une association que l'on connaît déjà nécessite un perpétuel recul vis-à-vis de ce que l'on observe. La participation de longue durée m'a permis d'identifier les différentes situations que je n'aurais pas pu voir ou observer au moment des entretiens. Cela signifie que je me suis fait une place au sein de l'association, une place qui s'est construite au fil du temps et qui m'a permis de me positionner comme un "sujet" observant "d'autres sujets", même si je ne suis pas exempte de présupposés. A ce propos, on peut rejoindre Olivier de Sardan, (2000)¹⁰ selon qui, une longue présence sur le terrain permet de réduire les effets pervers de l'observation participante « *le savoir-faire du chercheur lui permet d'estimer ce qui est modifié par sa présence* ».

L'essentiel, pour ces femmes, c'est d'être membres d'une association et d'aspirer à un financement dès les premiers jours d'adhésion. Cette adhésion est source de profondes transformations sociales et familiales. Ce constat s'est imposé, dès les premiers jours de ma présence au sein des associations. Une transformation sociale et un statut social sont envisageables, tant du point de vue économique que social et même politique. Du reste, je ne compte plus les discussions visant à rendre le microcrédit comme une panacée de la lutte contre la pauvreté. Si l'on part des extraits d'entretiens, « *j'ai eu la chance de connaître le microcrédit...* », qui rejoignent en cela des quantités d'autres discours entendus, l'enjeu principal semble être celui du regard que les autres portent sur soi, le regard de l'époux et de la famille ; « *je suis bien regardée* » me confiait une des interlocutrices. « *Être bien regardé* », c'est sortir de l'obscurité, se retirer de la masse des « *femmes dépendantes qui n'ont rien* » et qui, ainsi, « *n'ont pas de pouvoir de décisions et donc totalement soumises* » dans un contexte d'économie et de forte monétarisation des rapports sociaux. Mais, « *être bien regardé* », signifie aussi être respectée par son époux, sa famille, ses amis, incarner une figure de femme modèle, une *drianké*¹¹, suggérant la réussite. Cet argument du "être bien vue" ou de la *drianké* s'oppose ainsi, presque aux autoévaluations que de nombreuses femmes sénégalaises font de leur propre situation. « *J'ai rien* », « *je ne suis pas considérée* », « *je ne peux rien décider* », « *la vie est difficile* », « *on n'est pas aidé* », « *je ne suis pas bien vue* », figurent ainsi parmi les discours les plus ordinaires et courantes de leurs conditions de vie et de leur place dans la société sénégalaise.

En approfondissant ce constat d'une grande majorité aspirant à intégrer les associations féminines de microcrédit pour se faire un nom, « *être bien regardé* », j'ai tenté de comprendre celles qui présentent ces associations comme un moyen de promotion de la femme. Cette référence à la *drianké*, à la femme « *bien regardée* », enviable m'a conduite à

un modèle de questionnement et d'analyse de l'institutionnalisation et de la construction d'une élite féminine sociale et politique sénégalaise.

A travers cette immersion de longue durée, je me suis aussi livrée à une analyse de l'émergence de nouveaux groupements politiques des femmes du milieu des associations de microcrédit, sous l'angle des quêtes d'une reconnaissance sociale. Ma participation m'a permis d'identifier les groupes étudiés et les différentes situations, et tenter d'en faire une première analyse. Cela signifie que je me suis familiarisée avec ces groupements féminins. Au fil de mon enquête, j'ai appris à me situer dans un contexte qu'il faut décrire et analyser, même si la description existe en soi, elle est déjà la preuve d'un certain regard, d'une certaine pensée. La complexité, c'est que la description et l'analyse se sont faites au fur et à mesure de ma participation, et non une fois rentrée chez moi, face à mon dictaphone et à mes notes de terrain.

Cette enquête a, dans un premier temps, permis de construire une distanciation par rapport à mon objet et d'écarter les discours sérialisés sur le microcrédit et, principalement, de répondre à une double interrogation : d'abord, celle de me focaliser sur l'itinéraire des femmes membres des associations de microcrédit et celle de l'émergence de nouvelles élites féminines. J'ai privilégié le parcours des femmes pour plusieurs raisons. Aujourd'hui, au Sénégal, nombre de femmes membres des associations de microcrédit sont encore largement entrepreneuriales, autonomes et financièrement indépendantes par rapport à leurs consœurs non militantes de ces associations, d'où l'intérêt du microcrédit.

Mes enquêtes révèlent que la proportion des femmes sans activité ou « femmes au foyer » diminue fortement, dès lors que celles-ci intègrent une association de microcrédit. On peut en déduire, provisoirement, que le microcrédit, en tant qu'innovation destinée aux pauvres et, donc, à la lutte contre la pauvreté, constitue un support privilégié des femmes. Ensuite, parce que ces associations sont considérées aujourd'hui comme des lieux de nouvelles aspirations à l'autonomie et à l'indépendance financière. Une présence de longue durée permet de mesurer et d'analyser leurs stratégies d'autonomisation et certaines transformations sociales.

4- Interviewer en milieu familial : un regard sur le quotidien de l'observation participante

Devenir enquêteur alors qu'on est d'avance participant est une entreprise difficile parce que cela demande une prise de distance avec le terrain¹². Peut-on maintenir un équilibre entre "trop engagé et trop proche", entre devenir un "ordinaire" et "être trop éloigné et trop critique" et "se griller le terrain" ? Comment protéger sa vie privée des effets de retour du terrain, et comment maintenir la démarcation entre ce qui relève du privé et ce qui relève du scientifique?¹³. Daniel Céfai résume là, les questions qui étaient sans cesse au centre de ma réflexion. Comment se positionner en tant que jeune femme chercheuse sénégalaise au

sein des associations féminines sénégalaises ? Doit-on maintenir une distance entre le chercheur et les enquêtés ? Entre le chercheur et l'objet ? Comment protéger son identité personnelle ?

Entendons là que s'il est admis dans la littérature sociologique qu'il est plus difficile d'accéder à la production du discours des interviewés à condition que la position sociale de l'enquêteur soit "supérieure" à celle de l'enquêté¹⁴, pour autant, il ne faut pas en conclure que la situation est plus aisée, lorsqu'une certaine proximité sociale et/ou culturelle existe entre les deux acteurs de l'entretien.

Je montrerai, à travers cette étude, toute la complexité de ce type d'enquête en milieu familial.

- De la présentation de soi "statuaire" à la protection du soi "personnel"

A partir de nombreuses enquêtes réalisées chez les *Joola* de Basse Casamance, l'anthropologue Odile Journet-Diallo¹⁵ a rédigé un article qui aborde les difficultés de la réalisation d'une enquête sur un terrain où les informatrices ont le même sexe que l'enquêteur. Dans son analyse, elle montre comment ses possibilités d'observation ont été modifiées en fonction du temps qu'elle avait passé sur le terrain, mais aussi en fonction de son statut personnel, jeune femme enquêtrice chez des femmes, puis mère de famille célibataire. Accepter de s'inscrire dans cette relation c'est, quelque part, se soumettre à une situation dont on n'a pas la maîtrise.

En milieu populaire, cette situation se présente encore plus en termes de rapport de force symbolique, car l'enquête ethnographique ou sociologique se situe dans un cadre de référence (universitaire) qui s'éloigne des préoccupations de nombreux individus au sein du milieu concerné. Donc, au départ le risque que l'enquête par entretiens soit perçue comme une intrusion s'avère particulièrement important.

Lors de cette enquête, j'ai éprouvé de nombreuses difficultés à mener des entretiens avec des individus au profil "proche" du mien. Avant même de me confronter à l'enquête de terrain, je nourrissais quelques inquiétudes quant à l'idée de devoir enquêter sur les associations féminines sénégalaises, des inquiétudes qui se sont transformées en appréhension d'être cataloguée comme une "intellectuelle" incarnant des valeurs européennes. Toutes ces difficultés, je ne suis pas parvenue à les formuler explicitement dans l'analyse des données récoltées. La formulation explicite de ces difficultés a été particulièrement ardue pour moi. En effet, cela relevait davantage d'une espèce d'intuition, de l'incorporation presque inconsciente de ce qu'engagerait ce type de relation d'enquête.

Durant ce travail de recherche, j'ai été confrontée au choix du terrain. Passant la plupart de mon temps à Dakar, il aurait sans doute été plus simple d'y réaliser mes deux études de cas. Mais, pour diverses raisons que je vais exposer, je n'ai pas souhaité le faire.

Cette position résulte d'une longue réflexion quant à la manière dont je pourrai mener cette enquête au sein des associations féminines à Dakar.

J'ai pleinement conscience de la facilité avec laquelle j'aurais pu accéder aux terrains, de par ma capacité relationnelle de récolter des informations empiriques sur des terrains et avec des individus qui m'auront sans doute, et dans un premier temps, "accueillie à bras ouvert". Cependant, je nourrissais la forte intuition que cela aurait un prix, que dans cette affaire j'avais "plus à perdre qu'à gagner".

J'avais également conscience qu'en m'impliquant dans un "double" travail d'enquête au sein de la ville de Dakar, je ne serais pas perçue de la même manière. Dans le milieu associatif féminin dakarois, du fait de la forte interconnaissance des femmes, des expériences communes et de la relative proximité entretenue entre les membres, il peut découler une certaine connaissance des biographies individuelles et parfois familiales. Si bien que la hantise de tout un chacun repose sur la crainte que quelqu'un détienne un "dossier" que l'on s'efforce de cacher aux autres. Comment aurais-je pu décider d'entreprendre ce travail tout en sachant que je serai, au final, détenteur de ce type de "petits secrets" ?

Enregistrer la parole d'une informatrice dans un magnétophone c'est, en quelque sorte, passer de la discussion informelle à la discussion soi disant sérieuse. Pour de nombreuses femmes membres des associations, cela aurait été considéré comme une possession d'un "dossier" sur l'association en question, c'est-à-dire, détenir une ou des informations personnelles, privées que l'on pourrait réutiliser, à l'occasion, pour la discréditer. L'enjeu étant trop important pour l'enquêtée : décliner gentiment ce type de relation semble être, dans ce cas, la solution la plus appropriée. C'est donc pour éviter un certain nombre de problèmes liés à la proximité du réseau d'interconnaissance que j'ai jugé préférable de mener une enquête dans une association à Dakar et une autre enquête dans une association à Kolda, mais où les enquêtés n'appartiennent pas au même groupe d'interconnaissance.

Ce travail suscita beaucoup d'inquiétudes et de quotidiennement¹⁶. Entreprendre un travail de recherche auprès de ceux que j'ai côtoyé quotidiennement, participer et m'entretenir avec des femmes pour recueillir des données sur les histoires de vie associative, fut une tâche épouvantable. Je devais imposer ma curiosité " plus qu'intéressée" aux autres membres de l'association (ce à quoi ils ne sont manifestement pas habitués) pour recueillir les données empiriques sur mon objet d'étude.

M'intéresser aux réseaux de solidarité de mes "semblables", interroger les agents de crédit de l'AFEPES en jouant sur mon ancien statut "de salariée" ce qui, dans certains cas, peut conférer une certaine confiance. Et cela m'était tout à fait inconcevable de savoir qu'en

faisant bien mon travail de jeune chercheuse, je devrais recueillir de l'"intime". Je ne souhaitais pas me confronter à cette situation qui, à mes yeux, apparaît comme anxiogène.

Ainsi, en m'inscrivant dans cette relation d'enquête avec des individus "proches", je mettais en avant la dimension de jeune chercheuse ce qui, d'après moi, aurait pu accroître davantage le rapport de domination symbolique. Je pense aussi que l'âge et l'apparence physique de l'enquêteur peuvent influencer sur la négociation de la situation d'enquête.

Mais les raisons pour lesquelles j'ai considéré qu'il était préférable de mener une deuxième étude de cas en dehors de mon réseau d'interconnaissance sont avant tout personnelles. J'avais déjà conscience, à ce moment, qu'entreprendre deux enquêtes au sein de la ville ou de mon ancien milieu professionnel pouvait, sans doute, modifier la nature de mes relations avec les autres. Je me voyais mal négocier une deuxième situation d'enquête, avec la dimension asymétrique qu'elle peut impliquer, avec des individus que je connaissais ("de vue" ou personnellement). Par "expérience incorporée"¹⁷, je nourrissais la forte conviction que cela aurait été perçu comme une intrusion et aurait eu des répercussions sur le second terrain.

Compte tenu du tiraillement que toutes ces questions provoquaient en moi, il m'incombait de marquer une distance géographique entre mon premier et mon second terrain d'enquête. En choisissant le second terrain dans la région de Kolda, je ne voulais pas ajouter à la proximité me liant (implicitement) à l'objet d'étude, celle du terrain et du groupe d'interconnaissance.

A ce moment précis de la recherche, je me suis très souvent interrogée sur la pertinence d'enquêter en milieu familial. J'étais parfois confrontée à des situations de flottement, ayant le sentiment de me "frotter" à l'inconnu, malgré la connaissance du terrain et de ses membres, comme si ce type d'approche n'avait rien de scientifique, d'objectif, de crédible. Il ne m'était pas non plus facile de reconnaître que j'avais en quelque sorte refusé le face-à-face, le "clash" entre les préoccupations d'ordre "scientifique" de la recherche sociologique et mes considérations personnelles concernant la préservation de mon "intégrité".

En outre, il faut aussi avoir à l'esprit que le fait même de mener des entretiens, c'est donner l'impression de "faire le journalisme" pour de nombreux membres de l'association. Participer à la vie associative, mener des entretiens, interroger des individus et parfois même durant des heures, cela semble tout à fait normal pour un journaliste, mais beaucoup moins pour une "jeune chercheuse" en sociologie.

Cela renvoie à l'épineuse question du positionnement à adopter entre « jeune chercheur » et son propre milieu d'origine.

- L'ambiguïté entre le statut de jeune chercheure, d'"agent de crédit et/ou de militante des réseaux associatifs féminins sénégalais"

Lorsque qu'on se trouve dans une situation d'enquête en milieu familial, on a affaire à la position inverse des sociologues ou anthropologues extérieurs au terrain d'enquêtes dont le problème est de nouer des contacts durables avec les enquêtés. Or, dans ma situation, une enquête s'impose d'emblée : lorsque j'enquêtais, suis-je perçue en tant que chercheure ou "agent de crédit et/ou militante des réseaux associatifs des femmes sénégalaises" ?

Pour me dégager de ma double proximité (liée à l'objet d'étude et au réseau d'interconnaissance), j'ai pris le parti de me mettre à distance de mon groupe d'interconnaissance. En procédant ainsi, j'avais l'illusion de paraître enfin "objective" dans le sens où l'on ne pourrait plus me suspecter de faire preuve d'un trop plein d'empathie ou de connivence avec les groupes étudiés.

En tentant de prendre de la distance, je cherchais à éviter d'être prisonnière des enjeux locaux. Connaissant telle ou telle personne, je ne savais que faire des informations que j'aurais pu recueillir impliquant des personnes de mon réseau d'interconnaissance. Je cherchais là, à gommer le côté "agent de crédit" pour me mettre dans la peau de l'enquêtrice¹⁸, comme si, du point de vue scientifique, cela aurait pu conférer un caractère plus crédible à ma démarche. ,

En effet, j'emploie le terme "illusion", puisque dans les faits, la fonction de compréhension du travail par entretiens a soulevé de nombreuses questions. Sur le terrain, c'est simultanément à ces deux identités que les enquêtées faisaient appel. Si bien que l'on pouvait, dans une même conversation, s'adresser aussi bien aux femmes qui partageaient les mêmes références sociales et culturelles qu'à la jeune chercheure pour qu'elle puisse "valider" un propos, trancher des opinions divergentes par le sceau de la prétendue légitimité associée au statut d'universitaire. De plus, c'est, à mon sens, au titre de cette double appartenance qu'il m'a été facile d'entrer en contact avec les interviewées. C'est pour dire que, pour la plupart d'entre elles : j'étais un "agent de crédit" qui faisait des études en parallèle.

En acceptant la situation d'enquête, c'était un peu comme si l'on reconnaissait mon ambition de réussite en tant que femme par le biais des études et que l'on m'aidait à y parvenir. J'ai très souvent entendu des phrases du type « *si je peux t'aider* », « *si je peux te rendre service* » ou encore « *entre nous, femmes il faut s'entraider* », « *il faut être solidaire* ». Dans la grande majorité des cas, c'est avec aisance et simplicité que j'ai pu m'entretenir avec certaines des interviewées avant l'entretien. Ce fut le cas, lors d'un débat à bâtons rompus sur "le rôle de la femme dans le développement économique du Sénégal" où nos divers points de vue et positions étaient réciproquement tournés en dérision. Je pense que

c'est à partir de ce type d'interactions que l'on peut gagner la sympathie et la confiance des enquêtées.

Alors, que faire de cette double "casquette" ? Comment tirer profit de cette double appartenance qui pourrait, dans certaines situations, apparaître comme contradictoires ?

Tout simplement, en se donnant comme objectif de passer de l'angoisse à la méthode selon G. Devereux, c'est-à-dire, en renversant « *la signification première de la perturbation en la traitant non pas comme un obstacle épistémologique, mais au contraire comme la source d'une connaissance spécifique qui ne saurait être obtenue par d'autres moyens* »¹⁹. C'est en suivant ce type d'approche que le travail réflexif entrepris prend tout son sens. En passant de l'angoisse à la méthode, j'ai ainsi pu donner vie à tout un matériel de terrain qui, selon moi, n'avait pas sa place (du moins à cette époque) dans la compréhension de l'objet étudié. A partir du moment où cela relevait plus d'une intuition, et que je n'avais pas eu le "courage" de me confronter à une double situation d'enquête dans mes propres associations d'interconnaissance. Autrement dit, cela ne reposait tout bonnement sur rien de concret.

L'enquêteur en tant que chercheur ne peut, en aucun cas, se soustraire au jeu social qu'implique la situation d'enquête. Il en est un acteur essentiel. Selon l'ethnologue Gérard Althabe, dès son arrivée sur le terrain, le chercheur est impliqué le plus souvent, à son insu, dans un "réseau d'alliances et d'oppositions"²⁰.

Lorsque je parlais précédemment d'"expérience incorporée", c'était au fond pour exprimer cette connaissance que l'on acquiert au fil des années sur la gamme des représentations sociales et des points de vue qui existent au sein des milieux associatifs. Je tiens à préciser qu'il ne s'agit pas ici de dire que le fait de mener une étude comparative dans un même lieu d'interconnaissance confirme mes inquiétudes. Aussi, ne faudrait-il pas en conclure qu'il n'est pas envisageable de mener une enquête au sein des associations d'interconnaissance de sa propre ville. Bien au contraire. Le choix que j'ai fait est purement d'ordre personnel, c'est-à-dire, qu'il résulte de la confrontation entre ce qui pouvait être ou non bénéfique du point de vue de l'enquête socio-anthropologique dans ces conditions. J'en étais arrivée au constat que dans les conditions de l'époque (et, malheureusement, cela vaut certainement encore aujourd'hui), je ne pensais pas remplir ce "rôle" avec toute objectivité.

Conclusion

Membre de la société que j'ai étudiée, je croyais, par naïveté, qu'il est plus aisé, pour un chercheur, d'enquêter dans son propre milieu, mais loin s'en faut ! Il est vrai que je disposais d'un atout non négligeable : l'absence de barrière linguistique ; même si dans la région de Kolda, à de rares occasions, il nous fut difficile de nous entretenir avec des interviewées peulh qui ne maîtrisaient pas très bien la langue wolof²¹ et, nous aussi, ne

maitrisant pas bien la langue peulh. En outre, d'autres difficultés subsistaient, notamment, celle de la proximité sociale et culturelle, et celle de la question de la distanciation du "je" face à l'objet. Une présence de longue durée et une distanciation m'ont permis de " mieux voir " (S. Beaud et F. Weber²²). Jean Copans²³ rajoute « *l'insertion à la fois distanciée et conviviale de l'ethnologue constituent le déroulement d'une expérience qui révèle progressivement la rationalité d'une réalité sociale et culturelle différente* ».

Références bibliographiques

- Althabe, G. 2004. Hernandez, A. V. *Implication et réflexivité en anthropologie*, *Journal des anthropologues*, n° 96-97,.
- Beaud, S., Weber, F. 1997. *Guide de l'enquête de terrain*, Paris la Découverte (Guide-Repères), 288p.
- Blanchet, A., Gotman, A. 1992. *L'enquête et ses méthodes : L'entretien*, Nathan.
- Cefai, D. 2002. *Faire du terrain à Chicago dans les années cinquante*, in *Genèses* 46 : 122-137. p. 128.
- Copans, J. 1999. *L'enquête ethnologique de terrain*, Paris : Nathan.
- Devereux, G. 1980. *De l'angoisse à la méthode*, Le matin de Paris.
- Journet-Diallo, O. année ???, *Catégories de genre et relation ethnographique*, in *Femmes plurielles*, dir.
- Jonckers, D., Carré, R., Dupré, M.C. 1999. Paris, ed M.S.H., 21-28.
- Schwartz, O. 1990. *Le monde privé des ouvriers, hommes et femmes du Nord*, Paris, PUF.
- Olivier de Sardan, J. P. 1995. *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris : APAD – Karthala.
- _____ « *Rendre compte du point de vue des acteurs : principes méthodologiques de l'enquête de terrain en sciences sociales* », in Lavigne Delville
- Selamna, P., N. E., Mathieu, M.(dir.). 2000. *Les enquêtes participatives en débat : ambition, pratique et enjeux*, Paris : Gret – Karthala – Icara , pp. 419-449.

NOTES

¹ Post-doctorante, Université Paris Descartes-CEPED, Chargée de cours Université du Havre.

² Une observation participante/ou participative ??? qui a duré deux ans entre septembre 2010 et novembre 2012.

³ Dans ce texte, j'ai choisi d'utiliser le « JE » qui représente pour moi le besoin croissant de souligner l'originalité et mon implication sur le terrain et sur le sujet.

⁴ Dans le cadre d'un doctorat en sociologie, mention études en développement réalisé à l'Université Paris Descartes, intitulé *Les stratégies de solidarités économiques des femmes dans le secteur de la microfinance au Sénégal* (sous la direction de Jean Copans et Denys Cuhe, soutenu en novembre 2012).

⁵ Dans le cadre de mon mémoire de master 2 recherche, j'ai réalisé une enquête sur les mutuelles d'épargne et de crédit des associations de femmes à Dakar.

⁶ HLM Fass est un quartier populaire de la région de Dakar.

⁷ J'ai travaillé deux ans au sein de cette association, de février 2002 au mois de septembre 2004.

⁸ Je parle ici de la même association où j'ai travaillé pendant deux ans (de 2002 à 2004), je tiens à préciser que je suis revenue trois années plus tard pour faire mon enquête de terrain. Je n'ai pas pu garder les relations que j'avais nouées à l'époque. Entre temps, l'association a connu des changements liés au départ du personnel avec qui je travaillais, et aussi une forte augmentation de membres. Je devais à nouveau me présenter, participer pour mieux comprendre et analyser.

⁹ Extrait d'entretien réalisé avec une femme membre de l'association.

¹⁰ De Sardan, J.P.O. 2000. « Rendre compte du point de vue des acteurs : principes méthodologiques de l'enquête de terrain en sciences sociales », in P. Lavigne Delville, N. Selamna, M. Mathieu (dir), *Les enquêtes participatives : ambition, pratique et enjeux*, Paris, Gret – Karthala –Icra, , pp.424

¹¹ Le mot « *drianké* » reste très courant au Sénégal et signifie une dame élégante, soignée, ayant un charme certain et évident. Il signifie aussi une femme bien nantie financièrement.

¹² Sur ce sujet on peut consulter par exemple à S. Beaud, F. Weber, *Guide de l'enquête de terrain*, 1997 Ed La Découverte Repères, pp 98.

¹³ Céfai, D., 2002. Faire du terrain à Chicago dans les années cinquante, in *Genèses* 46 : 122-137, mars..

¹⁴ Blanchet, A. Gotman, A. 1992. *L'enquête et ses méthodes : L'entretien*, Nathan. , pp 73.

¹⁵ O. Journet-Diallo. 1999 - « Catégories de genre et relation ethnographique », in *Femmes plurielles*, dir. D. Jonckers,, D., Carré, R., Dupré, M.C. 1999. Paris, éd M.S.H., 21-28, pp 21.

¹⁶ J'évoque cela au passé, car étant beaucoup plus investie à l'époque au sein de cette association où j'ai travaillé comme agent de crédit durant deux ans ; je n'occupe plus la même place après quatre années. Pour l'association, j'appartiens aux « *immigrées* ». A ceci près que je ne suis pas perçue en tant qu'étrangère par les membres de l'association et que le rapport distancié que je peux avoir est purement lié à mon départ à l'étranger. Je ne suis pas de ceux qui affichent et revendiquent cet éloignement ou un statut de sénégalaise vivant en France. Tout cela pour dire que si éloignement il y a, c'est essentiellement lié au fait que je fais mes études en France et non pas l'idée qui consiste à penser que je suis devenue différente d'elles.

¹⁷ J'entends par là que ce type de réaction fait partie de la connaissance qu'on acquiert sans vraiment s'en rendre compte au sein des associations féminines, c'est-à-dire, qu'à partir de situation de la vie quotidienne et des expériences qui en ont été tirées, il est possible, pour tout un chacun, de plus ou moins savoir ce qui risque d'être " *mal pris*" par l'ensemble des membres de l'association.

¹⁸ Cf à l'ouvrage Beaud, S.Weber, F.[1997] 2003. *Guide de l'enquête de terrain*, La Découverte. , Lorsque vous devenez enquêteur, vous êtes contraint par la situation, durant tout le temps de l'enquête, de changer de rôle, de mener une existence différente de votre vie d'étudiant " traditionnel" (...) La situation d'enquête vous oblige à vous défaire provisoirement de vos appartenances (sociales, familiales, territoriales), à mettre en suspens une bonne partie de votre identité sociale antérieure. Pour vous adapter à cette situation nouvelle, vous aller devoir, d'une certaine manière, changer de peau. pp. 98-99.

¹⁹ Schwartz, O. 1990. *Le monde privé des ouvriers, hommes et femmes du Nord*, Paris, PUF , pp 42.

²⁰ Althabe, G. Hernandez, A.V V2004. Implication et réflexion en anthropologie, *Journal des anthropologues*, n°96-97,.

²¹ Le Wolof est la langue la plus parlée au Sénégal.

²² S. Beaud, F. Weber, *Guide de l'enquête de terrain*, La Découverte, 2003, (1^{ère} édition 1997), pp 9.

²³ Copans, J. 1999. *L'enquête ethnologique de terrain*, Paris, Nathan , pp 51.